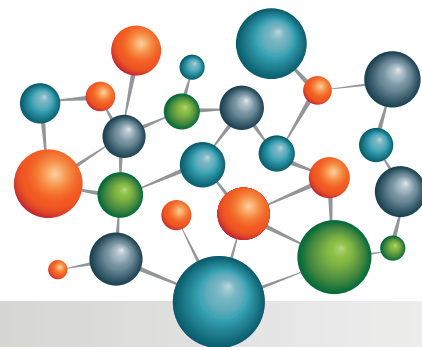
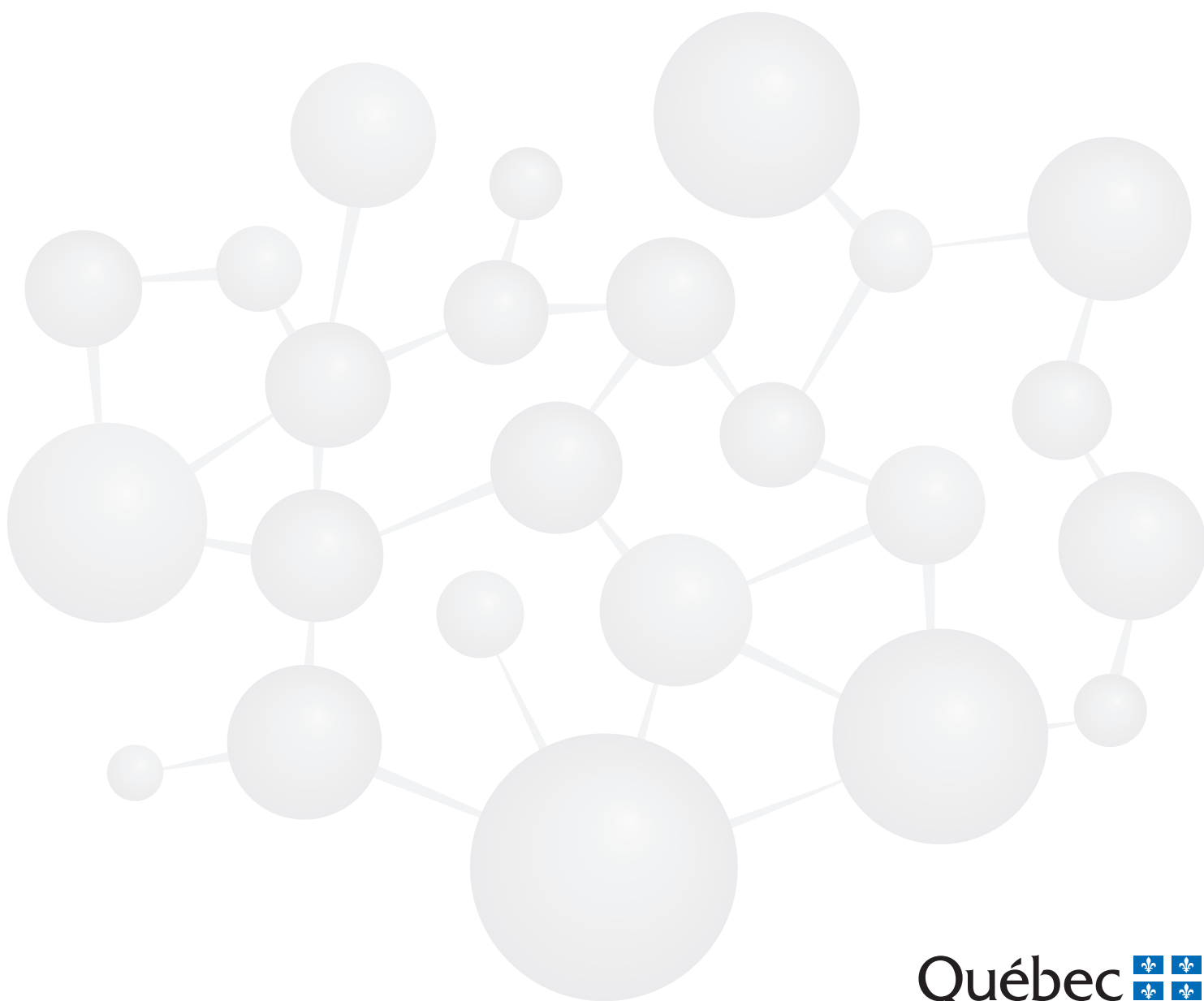


DOCUMENT D'INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

Mesure 15023 – *À l'école, on bouge!*



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



Document d'information complémentaire

Mesure 15023 – À l'école, on bouge!

Important :

Dans le document suivant, les éléments en noir sont des extraits des [Règles budgétaires de fonctionnement des commissions scolaires pour les années scolaires 2018-2019 à 2020-2021](#). Les éléments en bleu sont des compléments d'information.

PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS DE LA MESURE

Cette mesure est en cohérence avec la Politique-cadre Pour un virage santé à l'école, la Politique de l'activité physique, du sport et du loisir¹, la Politique de la réussite éducative et la Politique gouvernementale de prévention en santé. Elle vise à soutenir des établissements d'éducation préscolaire et d'enseignement primaire afin que l'ensemble de leurs élèves soient physiquement actifs tous les jours de classe pendant au moins 60 minutes, y compris les cours d'éducation physique et à la santé prévus à l'horaire des élèves. Les écoles qui bénéficient de cette mesure peuvent s'inscrire volontairement et gratuitement au programme Force 4 du Grand défi Pierre Lavoie².

Il est prévu que les mêmes établissements soient soutenus sur une période de trois ans selon un modèle régressif afin de permettre à de nouvelles écoles de bénéficier de cette mesure chaque année. Ainsi, l'objectif est de soutenir les équipes-écoles pour qu'elles s'engagent dans un changement de pratiques, tant dans l'organisation que dans les interventions, et que l'intégration quotidienne de 60 minutes d'activités physiques soit maintenue au-delà de la durée de cette aide financière. Il s'agit donc d'un levier pour permettre l'instauration de nouvelles façons de faire structurantes.

En plus d'être une forme de divertissement, les activités physiques et sportives ont des effets salutaires sur les habiletés cognitives, la réussite éducative, la condition physique ainsi que la santé physique et mentale. Elles sont également associées à la persévérance scolaire et à d'importants facteurs liés au bien-être et à la qualité de vie, notamment les compétences sociales et relationnelles.

Pour offrir 60 minutes d'activité physique par jour à tous les élèves, l'école peut notamment :

- Augmenter le temps alloué aux récréations à l'extérieur;
- Augmenter le temps alloué aux cours d'éducation physique et à la santé;
- Intégrer des pauses actives;
- Favoriser les apprentissages par l'action motrice;
- Prévoir un ou plusieurs moments dans la journée où tous les élèves seront actifs en même temps.

¹ Mesure *Faire bouger les élèves du primaire 60 minutes par jour* de la [Politique de l'activité physique, du sport et du loisir](#).

² Plus de renseignements sur le [site Web de Force 4](#).

Les établissements désireux de bénéficier de cette mesure s'engagent à :

- Obtenir l'approbation du conseil d'établissement;

Cet engagement s'inscrit dans un objectif de pérennité de la démarche. Ainsi, il est souhaité que les changements apportés à la planification de l'école durent au-delà de la mesure financière. L'intégration de cet aspect dans le projet éducatif est un moyen d'assurer la pérennité et le suivi des actions mises en œuvre.

- Désigner un responsable qui assurera la mise en œuvre du projet et soutiendra l'équipe-école. L'enseignant d'éducation physique et à la santé, par son expertise, devrait jouer ce rôle;
- Inclure ce rôle dans la tâche du responsable ou le libérer à cet effet, en tenant compte du nombre d'heures nécessaires à la mise en œuvre du projet et au soutien à apporter à l'équipe-école, et ce, dans le respect des conventions collectives en vigueur. Pour ce faire, une partie de l'allocation peut être utilisée;

C'est à la direction d'établissement de convenir des modalités permettant à cette personne d'assurer ce rôle et de déterminer la proportion du montant allouée pour ce volet.

En plus de planifier la mise en œuvre du projet, le responsable chargé de le coordonner devrait être en relation avec l'ensemble de l'équipe-école et posséder des compétences en matière de promotion de l'activité physique, de leadership et de communication. Le choix d'un membre du personnel ayant une relation positive avec les élèves et l'équipe-école est à privilégier.

« Comme professionnel de l'activité physique et des saines habitudes de vie, l'enseignant en éducation physique est chargé de permettre aux élèves et aux étudiants d'acquérir une autonomie progressive dans la prise en charge de leur santé. Pour ce faire, il transmet d'abord les connaissances théoriques nécessaires afin que les jeunes comprennent bien comment et pourquoi bouger, mais aussi, dès le secondaire, de quelle façon adapter leur mode de vie pour le rendre plus sain. Il propose des activités qui nécessitent leur engagement pour s'assurer que les notions sont bien intégrées. De plus, il soutient les élèves dans le développement de leurs habiletés motrices et de leurs aptitudes à interagir avec les autres, ce qui leur permettra de pratiquer de façon autonome de l'activité physique au gymnase, mais aussi à l'extérieur de l'école³ ». C'est pourquoi il est le mieux placé pour remplir cette fonction au sein de l'école. Ce rôle s'inscrit en continuité avec le travail réalisé dans les cours d'éducation physique et à la santé.

- Offrir aux élèves des occasions variées d'être physiquement actifs à l'école pendant au moins 60 minutes par jour, notamment en maximisant les jeux actifs lors des récréations et en instaurant des activités physiques en classe;

On entend par « jeu actif » une activité ludique où l'enfant bouge. C'est par le mouvement qu'il découvre la diversité des actions et les possibilités que lui offre son corps de même que les façons d'interagir avec les autres. Le jeu physiquement actif, d'intensité faible à élevée, peut prendre plusieurs formes et solliciter différentes parties du corps. Non seulement il favorise le développement de ses habiletés motrices, mais il est aussi un pilier de son développement global⁴.

³ Source : Fédération des éducatrices et éducateurs physiques enseignants du Québec (FÉÉPEQ), <https://feepeq.com/enseignant-education-physique/> (page consultée en septembre 2018).

⁴ Gouvernement du Québec, *À nous de jouer! Jeu actif et jeu libre pour le développement de l'enfant*, 2017, p. 6.

Des recherches montrent que le temps passé à l'extérieur a des répercussions sur le niveau d'activité physique des enfants^{5, 6, 7}. En effet, plus un jeune est à l'extérieur, plus il est actif physiquement. Il bénéficie alors généralement d'un grand espace favorisant une liberté de mouvement lui permettant de découvrir et d'expérimenter des activités qui l'amènent à dépenser davantage d'énergie. Laisser l'enfant jouer dehors, c'est lui permettre de développer sa créativité et d'adopter une attitude coopérative dans sa façon de s'amuser et d'agir en général. Cela contribue à réduire en partie les problèmes liés au manque d'attention en classe⁸.

Offrir deux récréations de 15 minutes à l'extérieur quotidiennement est un excellent moyen de permettre à tous les élèves de bouger grâce une variété d'activités répondant à leurs besoins et à leurs intérêts.

La plupart des pédagogues s'entendent pour dire que les élèves apprennent de façon plus efficace lorsqu'ils ont la possibilité d'expérimenter, de vivre et de manipuler⁹. L'intégration de diverses formes d'apprentissage, notamment par l'action motrice, est un excellent moyen de rendre les apprentissages plus signifiants pour eux.

Les pauses actives, quant à elles, permettent de saisir toutes les occasions de bouger avec les élèves et de mettre le plaisir à l'avant-plan. Elles favorisent également la concentration en classe^{10, 11}. De plus, la plupart des enseignants qui expérimentent la pause active remarquent des gains en ce qui concerne le comportement de leurs élèves⁹.

- Parmi les activités offertes aux élèves, inclure une sortie vers un lieu de plein air ou une classe nature répondant aux intérêts des filles et des garçons¹².

Les parcs nationaux et régionaux, les grands parcs nature de même que les camps de vacances offrent un contact avec la nature et favorisent la découverte d'activités de plein air. Proposer des sorties en plein air permet de diversifier les activités offertes aux jeunes. Le lieu de plein air peut également être en milieu urbain ou semi-urbain. Il est donc possible d'organiser une sortie dans un lieu de plein air se trouvant à proximité et à accès gratuit. Les élèves pourraient donc y aller à pied ou à vélo!

Pour ces raisons, il est recommandé d'offrir minimalement à chaque élève une sortie en plein air ou une classe nature par année. Il existe plusieurs formules de classes nature, adaptées à tous les budgets, besoins et objectifs :

- Classe nature : séjour incluant au moins un coucher au camp;
- Classe verte (au printemps), classe rouge (à l'automne), classe blanche (à l'hiver);
- Journée plein air : sortie d'une journée, sans coucher;
- Journée découverte : sortie sportive ou éducative en milieu urbain¹³.

⁵ Fjortoft, I., & Sageie, J. (2000). *The natural environment as a playground for children: Landscape description and analyses of a natural playscape*. *Landscape and urban planning*, 48(1), 83-97.

⁶ Ferreira, I., et coll. (2007). *Environmental correlates of physical activity in youth – a review and update*. *Obesity reviews*, 8(2), 129-154.

⁷ Sallis, J. F., Prochaska, J. J., & Taylor, W. C. (2000). *A review of correlates of physical activity of children and adolescents*. *Medicine and science in sports and exercise*, 32(5), 963-975.

⁸ Réseau École et nature, *Syndrome de manque de nature : Du besoin vital de nature à la prescription de sorties*, juin 2013, p. 12.

⁹ <http://rseqqca.com/wp-content/uploads/2016/02/offresPAQ.pdf>.

¹⁰ Mahar, MT, et coll. (2006). *Effects of a Classroom-Based Program on Physical Activity and On-Task Behavior*. *Medicine and Science in Sports and Exercise*, 38(12), 2086-94.

¹¹ Donnelly, J. E., et coll. (2009). *Physical Activity Across the Curriculum (PAAC): A randomized controlled trial to promote physical activity and diminish overweight and obesity in elementary school children*. *Preventive Medicine*, Oct., 49(4), 336-41.

¹² Sans frais supplémentaires pour les parents.

¹³ Source : Association des camps du Québec (ACQ), <http://camps.qc.ca/fr/ecoles/pourquoi-une-classe-nature> (page consultée en septembre 2018).

Il est également souhaité que les établissements offrent des activités physiques variées lors des périodes du service de garde et des activités parascolaires (sportives et de plein air), pour tous les âges et répondant aux intérêts des filles et des garçons.

Le service de garde contribue à la réussite éducative de l'élève en lui permettant de prendre des pauses entre les périodes d'enseignement pour revenir en classe dans de meilleures dispositions pour l'apprentissage. Le service de garde vise également le développement global de l'élève, notamment ses habiletés motrices et sa socialisation. Il joue un rôle primordial dans l'offre quotidienne d'activités physiques aux jeunes. En effet, il importe de leur offrir, le plus souvent possible, une multitude d'occasions de bouger, d'explorer, d'interagir et de relever des défis, et ce, à différentes intensités, pour qu'ils puissent connaître des expériences agréables et diversifiées sur le plan moteur. Les moments passés au service de garde sont d'excellentes occasions de jouer activement au quotidien.

Les activités parascolaires, quant à elles, permettent d'augmenter le nombre d'occasions de bouger. En offrant diverses activités physiques et sportives, les écoles peuvent répondre à deux besoins fondamentaux des jeunes : avoir du plaisir et passer du temps avec leurs amis. De plus, la participation aux sports parascolaires favorise, entre autres, le sentiment d'appartenance à l'école¹⁴, ce qui peut contribuer à la persévérance scolaire.

Tous les élèves de l'école ne fréquentent pas le service de garde ou ne participent pas aux activités parascolaires. L'équipe-école doit donc être consciente que, pendant ces périodes, ce ne sont pas nécessairement tous les élèves qui consacrent le temps prescrit par la mesure à la pratique d'activités physiques.

¹⁴ Écoles JS et autres. (2003), *Extracurricular activities and adolescent development*. J Soc Issues, 59 : 865-89.

Norme d'allocation

1. L'allocation de la commission scolaire est accordée *a priori*.
2. L'enveloppe budgétaire disponible est de 6,2 M\$ pour l'année scolaire 2018-2019¹⁵.
3. La commission scolaire reçoit une allocation correspondant à 62,25 % de l'allocation de l'année scolaire précédente, à laquelle s'ajoute un montant de 2 500 \$ par nouvelle école à soutenir en 2018-2019. Le solde de l'enveloppe budgétaire est réparti au prorata de l'effectif scolaire considéré¹⁶.

La répartition de l'allocation par école est déterminée par la commission scolaire. Il est toutefois souhaité que les écoles ayant participé à la mesure en 2017-2018 obtiennent, en 2018-2019, 62,25 % du montant qu'elles ont reçu à l'an 1. Pour ce qui est des nouvelles écoles, un montant de base de 2 500 \$ est prévu. Le solde résiduel de l'enveloppe disponible devrait ensuite être réparti en fonction de l'effectif de chacune des nouvelles écoles choisies.

4. L'effectif scolaire considéré est celui de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire présent au 30 septembre de l'année scolaire précédente.
5. La commission scolaire a la responsabilité de déterminer le mode de sélection des nouvelles écoles pouvant bénéficier de cet appui financier en fonction des normes décrites ci-dessus. Le nombre d'écoles à soutenir par commission scolaire est déterminé par le Ministère, avec l'objectif de soutenir un maximum d'établissements, et est présenté à l'annexe I du document *Renseignements spécifiques à l'année scolaire concernée*.

C'est à la commission scolaire de déterminer le mode de sélection des écoles.

6. À moins d'un désistement de leur part, les écoles ayant bénéficié d'un soutien l'année scolaire précédente bénéficient d'un appui financier jusqu'à ce qu'elles en soient à leur troisième année de soutien.

Sous réserve des crédits alloués à cette mesure dans les années subséquentes, il est souhaité que les mêmes établissements soient soutenus sur une période de trois ans et selon un modèle régressif. Cela signifie qu'en 2018-2019 et en 2019-2020, le montant alloué aux établissements ayant bénéficié de la mesure en 2017-2018 sera réduit progressivement pour permettre à de nouvelles écoles d'y adhérer, et ce, dans le but de soutenir l'ensemble des écoles primaires volontaires d'ici dix ans. Ce financement régressif vise à soutenir un changement de pratique à long terme par la mise en œuvre d'actions structurantes.

7. Le montant alloué couvre la mise en œuvre du projet, l'achat de matériel sportif et de plein air favorisant directement la pratique d'activités physiques ainsi que la compensation pour le transport vers des lieux de plein air ou des classes nature. L'achat de matériel sportif et de plein air exclut toutes dépenses d'investissement, lesquelles sont couvertes par les règles budgétaires d'investissement des commissions scolaires.

Le montant alloué à chaque établissement pourrait être réparti de la façon suivante :

- Mise en œuvre du projet : 70 % du montant alloué.

Exemples de dépenses liées à la mise en œuvre du projet : libération de la personne responsable, frais liés à de l'accompagnement, à de la formation ou à des activités destinées aux élèves, coûts d'admission, location d'équipement sportif et de plein air.

¹⁵ Comprend les commissions scolaires du Littoral, crie et Kativik.

¹⁶ Pour les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, des précisions seront apportées sur la méthode de calcul des allocations dans le document *Renseignements spécifiques à l'année scolaire concernée*.

Il est à noter que ce montant peut être utilisé pour mettre en œuvre de nouvelles actions structurantes ou encore pour bonifier l'offre existante.

- Achat de matériel sportif et de plein air favorisant directement la pratique d'activités physiques : 20 % du montant alloué.

Le matériel acheté doit être accessible à l'ensemble des élèves et du personnel, et ce, à divers moments de la journée, y compris au service de garde.

Exemples de dépenses liées à l'achat de matériel sportif et de plein air : ballons, raquettes à neige, skis de fond, matériel pour l'équilibre sur sangle (*slacklining*), buts de soccer ou de hockey, paniers de basketball, filets, raquettes et balles de tennis, matériel de cirque, vélos, canots, kayaks, équipement de protection.

NOTE : Il est important que l'établissement vérifie auprès de la direction des ressources financières de sa commission scolaire que le matériel souhaité correspond bel et bien à une dépense de fonctionnement, et non à une dépense d'investissement.

- Compensation pour le transport vers des lieux de plein air ou des classes nature : 10 % du montant alloué.

8. Cette mesure est protégée. Les allocations découlant de cette mesure ne sont pas transférables.

Conformément à l'article 473.1 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3), le ministre peut prescrire que certaines mesures budgétaires soient destinées à un transfert vers le budget des établissements d'enseignement. Ces mesures sont définies dans les règles budgétaires comme étant « dédiées » ou « protégées » et elles sont signalées de façon particulière en marge du texte. Les allocations des mesures dédiées sont transférables aux fins d'autres mesures à l'intérieur du regroupement de mesures dont elles font partie, à moins d'indication contraire. Certaines mesures dédiées ne sont toutefois pas transférables. Il s'agit alors de mesures « protégées ». Elles doivent être utilisées aux fins spécifiques de la mesure concernée.

Pour les mesures destinées à un transfert vers le budget des établissements, une reddition de comptes sera faite par l'établissement scolaire à la commission scolaire, qui en fera état globalement au Ministère pour que celui-ci s'assure que les sommes ont été utilisées aux fins spécifiées. Une utilisation à des fins non prévues pourra faire l'objet d'une récupération par le Ministère.

Informations sur la mise en œuvre de la mesure

Une reddition de comptes en deux temps sera exigée.

En début d'année scolaire :

Un formulaire doit être rempli sur CollecteInfo. Il vise à identifier les écoles qui bénéficieront de la mesure en 2018-2019. Les informations demandées sont :

1. Nombre d'écoles qui ont manifesté un intérêt pour bénéficier de la mesure en 2018-2019.
2. Noms et codes de toutes les écoles primaires sélectionnées (**incluant celles qui seront à leur deuxième année de mise en œuvre de la mesure**) et nombre d'élèves par école.
3. Pour chaque école sélectionnée, préciser s'il s'agit d'une nouvelle école inscrite à la mesure.
4. Pour chacune des écoles sélectionnées :
 - a) Nom de la personne qui coordonne la mise en œuvre de la mesure;
 - b) Titre (choix de réponse : éducateur physique, membre du personnel du service de garde, enseignant titulaire, direction, direction adjointe, autre);
 - c) Coordonnées (courriel et numéro de téléphone).

En fin d'année scolaire :

Un questionnaire destiné aux établissements sera transmis aux commissions scolaires, via CollecteInfo, afin de documenter le processus d'implantation de la mesure au sein des écoles qui ont bénéficié du soutien financier qui y est associé.

Ce questionnaire s'inscrit dans un objectif d'amélioration de la mesure à moyen terme et vise également à partager les façons de faire des différents milieux. De plus, une collaboration avec une équipe de recherche de l'Université de Montréal permettra l'analyse de certaines données issues de ce questionnaire. Votre participation est donc très importante pour la poursuite de cette mesure.

Il est souhaité que la direction et la personne responsable de coordonner la mise en œuvre de la mesure dans l'école répondent conjointement à ce questionnaire.

Force 4

Les écoles qui bénéficient de cette mesure peuvent s'inscrire volontairement et gratuitement au programme Force 4 du Grand défi Pierre Lavoie¹⁷.

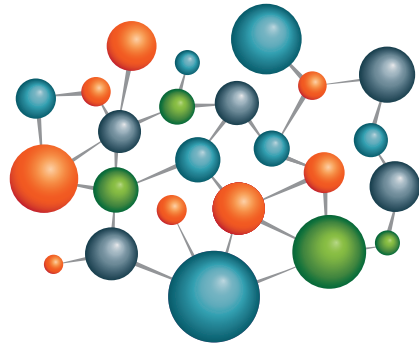
Le Ministère transmettra à Force 4 la liste des écoles inscrites à la mesure. Les nouvelles écoles bénéficiant de la mesure *À l'école, on bouge!* (an 1) seront contactées par Force 4 afin de s'inscrire au programme si elles le désirent (formulaire à remplir).

Le programme Force 4 vise à soutenir les actions menées par les établissements d'éducation préscolaire et d'enseignement primaire qui bénéficient de la mesure *À l'école, on bouge!*, et ce, gratuitement. Cela se fera par l'entremise d'infolettres, d'une communauté d'échange pédagogique, d'une webtélé tournée directement dans les écoles et par la création de différents outils. De plus, un cadeau de lancement, soit un cube géant d'une valeur de 2 000 \$, sera offert à chacune des écoles participantes. Ce cube contiendra du matériel favorisant le développement de la motricité et la réalisation d'activités d'apprentissage actif. Il contiendra également un objet « Force 4 » pour chaque élève et le responsable du projet, ainsi que du matériel informatique pour l'école.

Pour maintenir l'engouement, Force 4 réalisera une webtélé qui visitera deux écoles par semaine, soit près de 70 écoles cette année, dans le but de produire des vidéos d'une quinzaine de minutes chacune qui seront diffusées quotidiennement. L'objectif est d'inspirer les élèves et de leur permettre de bouger en leur proposant des activités ludiques qui correspondent à la réalité des écoles. Ces vidéos seront accessibles à l'ensemble des écoles du Québec sur la plateforme Web du programme Force 4 (www.force4.tv), en direct ou après leur diffusion, et permettront de créer une banque d'idées pour faire bouger les jeunes au quotidien.

De plus, au printemps, une Grande récré sera organisée dans chacune des régions administratives du Québec. Les écoles inscrites au programme Force 4 seront invitées à prendre part à cet événement d'envergure. La Grande récré s'installera dans une ville pour une ou plusieurs journées.

¹⁷ Plus de renseignements sur le [site Web de Force 4](http://www.force4.tv).



education.gouv.qc.ca